



Mission régionale d'autorité environnementale
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à la révision du zonage d'assainissement
de Vernois-lès-Belvoir (Doubs)**

N° BFC-2017-1425

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement :**

La mission régionale d'autorité environnementale,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4 à L.122-12 et R.122-17 à R.122-24 relatifs à l'évaluation environnementale de certains plans et documents ayant une incidence notable sur l'environnement ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable qui définit les règles générales de fonctionnement des MRAe ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016 et du 15 décembre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bourgogne-Franche-Comté en date du 23 juin 2016 portant délégations pour la mise en œuvre de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme (examens au « cas par cas ») et la décision complémentaire prise par la MRAe de BFC lors de sa réunion du 16 janvier 2018 suite à la modification de sa composition ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° BFC-2017-1425 reçue le 6 décembre 2017, présentée par la commune de Vernois-lès-Belvoir, portant sur la révision de son zonage d'assainissement ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date 5 janvier 2018 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires du Doubs en date du 18 décembre 2017

1. Caractéristiques du document :

Considérant que le document consiste en la révision du zonage d'assainissement de la commune de Vernois-lès-Belvoir (25) qui comptait 59 habitants en 2015 sur 468 ha ;

Considérant qu'il relève de la rubrique n°4 du II de l'article R.122-17 du code de l'environnement soumettant à l'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale les zonages d'assainissement prévus aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant la situation actuelle qui se présente ainsi :

- la commune ne relève d'aucun document d'urbanisme ; une carte communale est en cours d'élaboration ;
- la commune relève d'un zonage d'assainissement approuvé en 2003 qui place le village en assainissement collectif et les maisons isolées en assainissement individuel, élaboré à la suite du schéma directeur d'assainissement (SDA) réalisé en 2002 ;

- la commune dispose d'un réseau unitaire de collecte des eaux pluviales et des eaux usées mais ne dispose d'aucun système de traitement des effluents ;
- sur 33 installations contrôlées, 2 installations sont conformes et parmi les installations non conformes, 11 doivent réaliser des travaux dans les meilleurs délais ;

Considérant que le précédent zonage n'a pas pu être mis en œuvre et que le projet de révision du zonage d'assainissement vise à entériner la situation actuelle en plaçant la totalité de la commune en zone d'assainissement non collectif ;

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :

Considérant que la commune comporte une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 et un arrêté de protection de biotope en lien avec la vallée de la Barbèche, ainsi que plusieurs zones humides, potentielles ou avérées, faisant l'objet d'un inventaire dans le cadre de l'élaboration de la carte communale ;

Considérant que la commune comporte deux captages d'eau potable, situés à l'écart du village ;

Considérant que le dossier indique que les évolutions technologiques et réglementaires relatives aux systèmes d'assainissement autonome permettent de lever les difficultés identifiées par le SDA et de proposer une solution technique à l'ensemble des habitations ;

Considérant que le projet de zonage d'assainissement ne semble pas susceptible d'incidences négatives notables sur l'environnement et la santé par rapport à la situation actuelle ; les dispositifs d'assainissement non collectif devant faire l'objet de contrôles réguliers par le SPANC ainsi que, si nécessaire, d'une mise en conformité ;

DECIDE

Article 1^{er}

La révision du zonage d'assainissement de Vernois-lès-Belvoir (25) n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la deuxième section du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

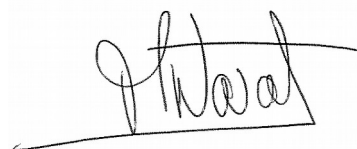
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

Fait à Dijon, le 2 février 2018

Pour la Mission d'autorité environnementale
Bourgogne-Franche-Comté
et par délégation, la présidente



Monique NOVAT

Voies et délais de recours

Les décisions de dispense peuvent faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou de leur mise en ligne sur internet.

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale ne constituent pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elles ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elles sont susceptibles d'être contestées à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Les décisions soumettant à évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Madame la Présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté
Conseil général de l'environnement et du développement durable
57 rue de Mulhouse
21033 DIJON Cedex

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Dijon
22 rue d'Assas
21000 DIJON